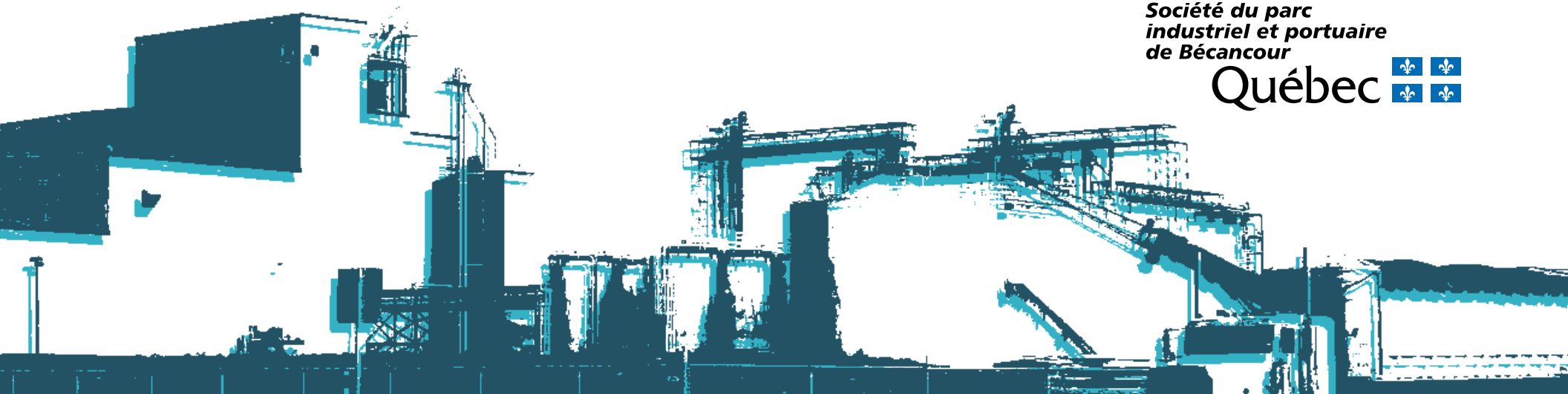




Rapport annuel  
2009-2010



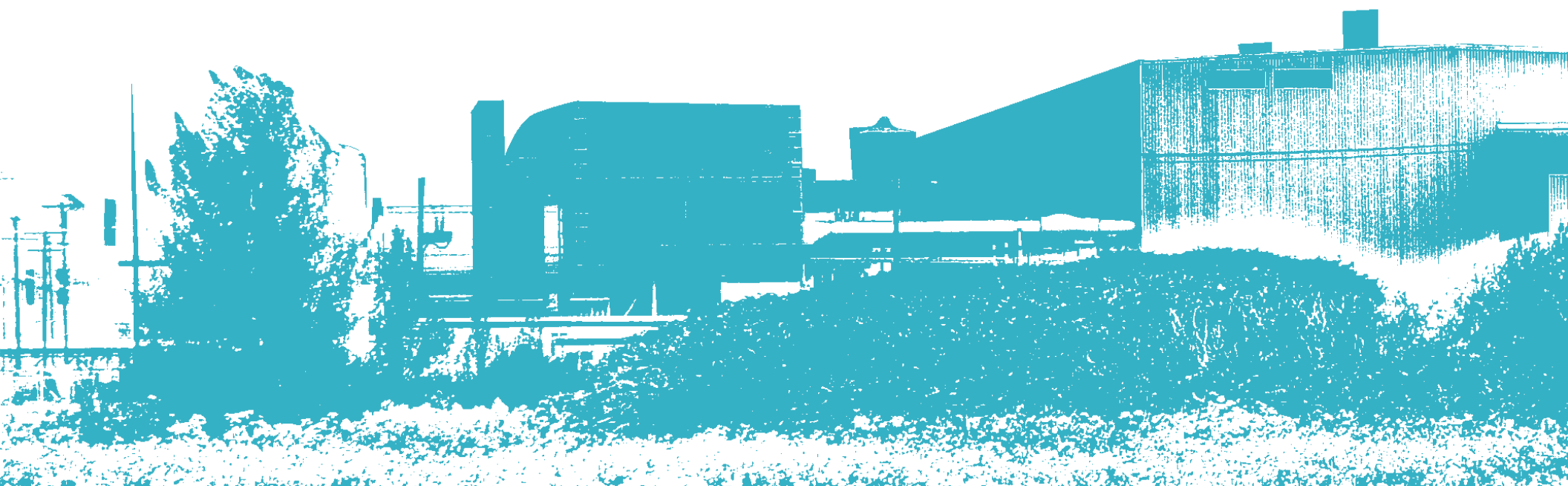
*Société du parc  
industriel et portuaire  
de Bécancour*

Québec 

# Table des matières



Profil de la Société .....	2
Message du président-directeur général et du président du conseil d'administration .....	3
Conseil d'administration .....	4
Équipe de direction .....	5
Rapport de la direction .....	6
Rapport du vérificateur .....	7
États financiers .....	8
Code d'éthique et de déontologie des administrateurs Adjudication des contrats .....	20



**Monsieur Clément Gignac**

Ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la *Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour*, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport annuel de ladite Société pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2010.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Le président du conseil d'administration



Henri Boudreau



# Profil de la société



## Mission

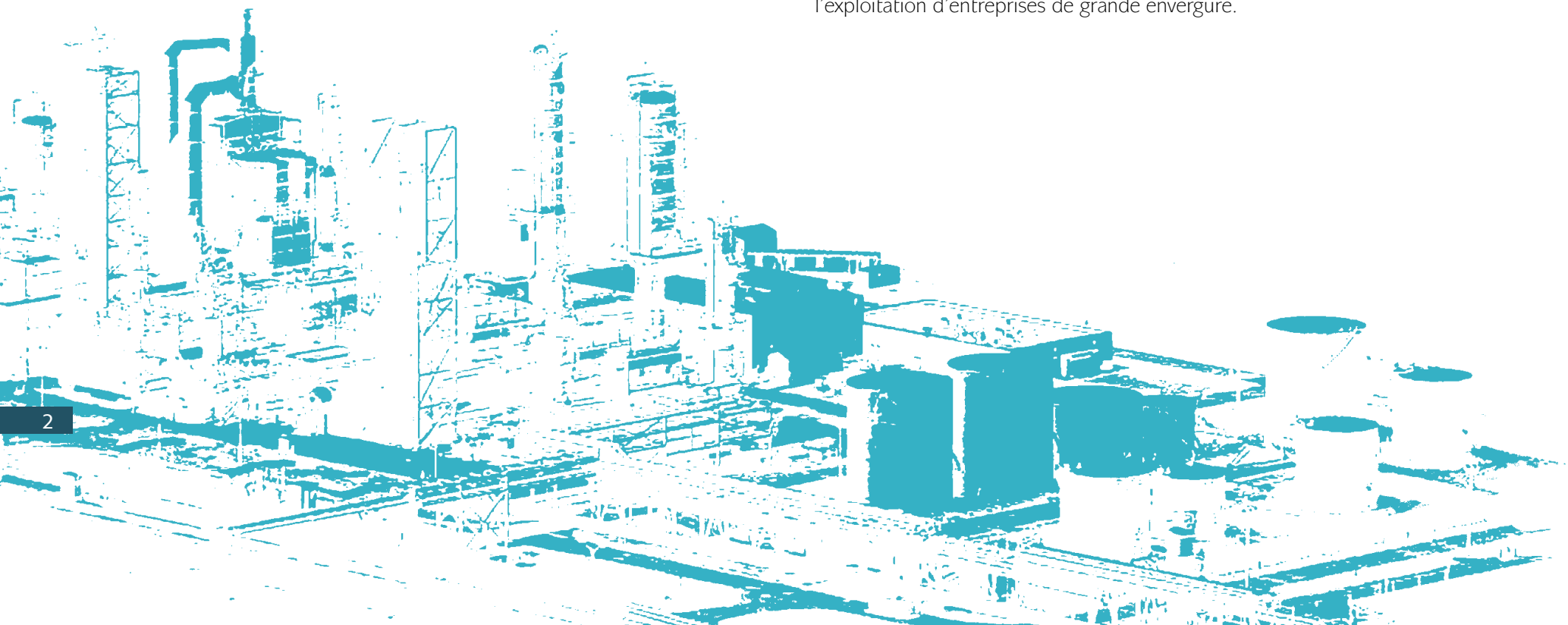
La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire.

## Profil

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour est mandataire du gouvernement du Québec et le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation est responsable de l'application de sa loi constitutive.

Le Parc industriel et portuaire de Bécancour est situé en bordure du fleuve Saint-Laurent, à mi-chemin entre les villes de Montréal et de Québec. Il s'étend sur un territoire de plus de 6 900 hectares de terrain, dont environ 2 114 des 3 201 hectares réservés à l'implantation d'entreprises industrielles et commerciales sont encore disponibles.

La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et l'exploitation d'entreprises de grande envergure.



# Message du président-directeur général et du président du conseil d'administration



L'exercice 2009-2010 de la Société a été marqué par l'adoption d'un plan de développement durable lui permettant d'encadrer les activités générales et les opérations qui se déroulent sur son territoire et sous sa juridiction. La Société jouit d'un énorme potentiel de développement et, en révisant ses façons de faire, elle compte les améliorer davantage afin que les générations futures puissent profiter

encore plus des avantages et des retombées positives de ses actions. Au cours des années, la Société a posé plusieurs gestes afin de réduire son empreinte sur l'environnement, entre autres, elle procède annuellement à la plantation massive d'arbres (environ 36 000 par année) sur ses terrains inoccupés, elle a mis en place avec d'autres partenaires un programme de surveillance de la qualité de l'atmosphère à Bécancour et elle participe également avec plusieurs entreprises du parc à un projet de symbiose industrielle. La Société est particulièrement heureuse que les entreprises du parc aient accepté de poursuivre les activités de ce projet unique au Québec en acceptant d'investir dans la poursuite des activités du Comité de valorisation des sous-produits industriels (CVSPI). Consciente du rôle important qu'elle joue sur le développement de la région, la Société considère que l'intégration du développement durable à l'ensemble de ses activités est plus que jamais essentielle à la poursuite de sa mission.

L'année 2009-2010 a été également celle de la mise en service de Twin Rivers technologies entreprises de transformation de graines oléagineuses du Québec ulc (TRT-ETGO). Pour la Société, ce fut de mettre la touche finale aux travaux d'infrastructures nécessaires à l'implantation de l'usine et pour TRT-ETGO de procéder au démarrage de cette toute nouvelle usine de broyage de graines de canola et de soya. La mise en opération a débuté comme prévu en décembre 2009 et nous tenons à féliciter la direction et le personnel pour le succès rencontré lors de la période de rodage de ce tout nouveau concept industriel. Nous souhaitons que l'arrivée de ce nouveau joueur dans le Parc industriel de Bécancour permette aux producteurs locaux de cultures commerciales de développer de nouveaux créneaux d'affaires.

Comme par les années passées, la Société a investi d'importantes sommes d'argent afin d'améliorer ou de maintenir ses infrastructures en très bon état, elle a donc réalisé plusieurs activités reliées à l'entretien, la réparation et la construction de nouvelles installations. Parmi ces activités, il y a eu la continuation des travaux de réhabilitation du réseau d'égout sanitaire et de réfection de pavage, le remplacement d'un ponceau, la fin des travaux de prolongement de la conduite d'eau industrielle alimentant TRT-ETGO, l'ajout d'une caméra infrarouge permettant une meilleure surveillance des activités portuaires la nuit et en cas de mauvais temps, la réfection de la rampe Ro/Ro du quai B-2, et, à l'usine d'eau industrielle, la réparation d'une partie de la toiture, l'installation d'une pompe à vitesse variable ainsi que le remplacement de panneaux de contrôle et d'une vanne murale. La Société a également obtenu, suite au dépôt d'une étude d'impact sur l'environnement, un certificat d'autorisation afin de mettre en place un programme décennal de dragage d'entretien des installations portuaires.

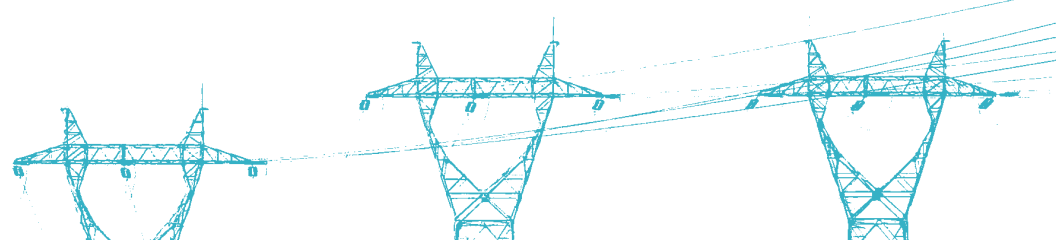
Au niveau financier, les conditions économiques mondiales et plus particulièrement celles prévalant aux États-Unis ont eu un impact majeur sur plusieurs entreprises établies dans le parc. En effet, la majorité d'entre elles desservent le marché américain et certaines sont même propriété d'intérêts américains. Aussi, la plupart ont dû apporter des mesures exceptionnelles de contrôle des dépenses afin de traverser cette période difficile. La Société a donc connu une diminution importante de ses revenus, principalement au niveau des activités portuaires. Afin de limiter l'impact sur sa situation financière, elle a diminué ses dépenses et reporté à plus tard certains travaux planifiés. Il s'agit d'une situation inhabituelle et temporaire, d'ailleurs la Société observe déjà une augmentation des activités maritimes.

Malgré le contexte économique difficile, trois PME ont procédé à des investissements dans le Parc industriel et portuaire de Bécancour : Métaltek Laser, spécialisée en découpage par laser de métal en feuilles, a investi 1,5 M\$ et quadruplé son volume de production, Servitank a ajouté, au coût de 7 M\$, une nouvelle conduite et deux nouveaux réservoirs d'une capacité de 6 000 mètres cubes chacun à son terminal de vrac liquide dans le but de répondre aux besoins de TRT-ETGO et Location d'outils Simplex a investi près de 4 M\$ afin d'ouvrir une nouvelle succursale dans le parc et ainsi se rapprocher de sa clientèle. Nous tenons enfin à souligner les efforts de Cepsa Chimie Bécancour qui a investi 6 M\$ afin d'installer de nouveaux équipements lui permettant de réduire sa consommation d'énergie et ses émissions de gaz à effet de serre.

Finalement, nous voulons assurer aux entreprises du parc notre entière collaboration afin que la mesure annoncée dans le budget de mars dernier n'interfère pas sur la qualité des services qui leur sont offerts et sur le développement futur du Parc industriel et portuaire de Bécancour. La Société dispose d'infrastructures exceptionnelles utilisées par une communauté industrielle très dynamique et nous sommes persuadés que, quelle que soit l'issue des discussions actuellement en cours concernant son statut, tous les intervenants impliqués ont à cœur la poursuite du développement de ce parc selon les mêmes standards de qualité qu'au cours de ses 40 premières années d'existence.

**Guy LeBlanc**  
Président-directeur général

**Henri Boudreau**  
Président du conseil d'administration



# Conseil d'administration



**Henri Boudreau**  
Président du Conseil  
Retraité du secteur  
de l'éducation



**Jean Rousseau**  
Vice-président du Conseil  
Producteur agricole,  
Ferme Rhétaise inc.



**Lucie Houle-Laroche**  
Administrateur,  
Les immeubles Lucie  
et Bernard Laroche inc.



**Jean Poliquin**  
Vice-président, directeur,  
Financière  
Banque Nationale



**Judith Tourigny**  
Directrice de comptes  
commerciaux,  
Centre financier aux  
entreprises Desjardins



**Pierre Moreau**  
Consultant



**Pierre Gagnon**  
Consultant



# Équipe de direction

## La direction générale

est responsable de la gestion et du développement à long terme de la Société. Elle détermine les grands axes de développement et s'assure de la mise en œuvre du plan stratégique. Elle contrôle les activités reliées à la gestion.

## La direction des finances

est responsable des ressources financières, des affaires juridiques, du contrôle interne ainsi que des systèmes de gestion de l'information et de la bureautique. Elle assume certaines responsabilités reliées aux ressources humaines, aux communications, au développement et à l'administration de la Société.

## La direction des services techniques et de l'environnement

est responsable de la planification, de la gestion, de la construction et de la rénovation des immobilisations ainsi que des services s'y rattachant. Elle est également responsable de l'aspect technique relié à l'implantation des nouvelles entreprises et de la problématique environnementale.

## Le service de l'entretien

est responsable de l'équipe affectée aux travaux de construction, d'entretien et d'opérations des immobilisations de la Société.

## La coordonnatrice aux activités portuaires et à la sécurité/maître de port

est responsable des activités reliées au port incluant l'utilisation des quais, les aires d'entreposage et la mise en œuvre du plan de sûreté. Elle assure également les responsabilités reliées au maintien de la certification I.S.P.S. ainsi que celles ayant trait au programme Alliance Verte.



**Me Guy LeBlanc**  
Président-directeur général

**Danielle Hébert, CA**  
Directrice des finances

**Jacques Morrissette, ing.**  
Directeur des services techniques et de l'environnement

**Serge Masson**  
Superviseur à l'entretien

**Manon Blais**  
Coordonnatrice aux activités portuaires et à la sécurité/Maître de port



# Rapport de la direction



Les états financiers de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La directrice des finances,

Danielle Hébert, CA

Le président-directeur général,

Me Guy LeBlanc

Bécancour, le 19 mai 2010



# Rapport du vérificateur



À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au 31 mars 2010 et l'état des résultats et excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu des changements apportés par l'adoption des normes comptables pour le secteur public, et expliqués à la note 4, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

  
Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 19 mai 2010

# Résultats et excédent cumulé

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009 (redressé)
<b>Produits</b> <i>(note 5)</i>	5 144 484 \$	7 031 853 \$
<b>Charges</b>		
<b>Charges d'exploitation par catégorie</b> <i>(note 6)</i>		
Traitements et avantages sociaux	1 107 453	1 130 881
Entretien et réparations	673 110	967 444
Fournitures et approvisionnements	502 342	555 453
Gardiennage	210 502	212 077
Taxes municipales et scolaires	173 641	176 859
Services professionnels, administratifs et autres	84 256	223 566
Publicité et promotion	51 961	70 974
Déplacements et communications	47 727	43 829
Autres charges	8 600	16 500
	<u>2 859 592</u>	<u>3 397 583</u>
Amortissement des immobilisations corporelles	1 855 348	2 154 251
	<u>4 714 940</u>	<u>5 551 834</u>
<b>Autres frais</b>		
Frais financiers <i>(note 7)</i>	942 275	941 154
Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour <i>(note 15)</i>	47 911	47 863
	<u>5 705 126</u>	<u>6 540 851</u>
<b>(Perte nette) Bénéfice net</b>	(560 642)	491 002
<b>Excédent cumulé au début</b>		
Solde déjà établi	12 405 530	11 919 814
Modification de conventions comptables <i>(note 4)</i>		
Amortissement des frais d'émission sur la dette à long terme	(8 844)	(8 486)
Provision pour congés de maladie	5 644	—
	<u>12 402 330</u>	<u>11 911 328</u>
<b>Solde redressé</b>	12 402 330	11 911 328
<b>Excédent cumulé à la fin</b>	<u>11 841 688 \$</u>	<u>12 402 330 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# Bilan

au 31 mars 2010

## Actif

### À court terme

Encaisse	383 072 \$	858 962 \$
Dépôt à terme (note 8)	1 500 000	1 000 000
Créances (note 9)	525 334	639 954
Stock de pièces de rechange (note 10)	101 953	95 662
Frais payés d'avance	87 432	80 569
	<u>2 597 791</u>	<u>2 675 147</u>

### Frais d'émission et de gestion reportés – coût amorti

Inventaire de terrains	48 733	60 276
Immobilisations corporelles (note 11)	5 359 413	5 441 142
	<u>23 969 240</u>	<u>24 984 079</u>
	<u>31 975 177 \$</u>	<u>33 160 644 \$</u>

## Passif

### À court terme

Charges à payer et frais courus	306 894 \$	744 154 \$
Intérêts courus sur la dette à long terme	406 926	407 827
Retenues sur contrats	18 825	76 882
Produits reportés	162 502	179 720
	<u>895 147</u>	<u>1 408 583</u>

### Provision pour congés de maladie (note 18)

Aide gouvernementale reportée – coût amorti (note 13)	142 535	125 762
Dette à long terme (note 14)	2 095 807	2 223 969
	<u>17 000 000</u>	<u>17 000 000</u>
	<u>20 133 489</u>	<u>20 758 314</u>

## Excédent cumulé

	11 841 688	12 402 330
	<u>31 975 177 \$</u>	<u>33 160 644 \$</u>

## Engagements (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Pour le conseil d'administration



Henri Boudreau, président



Jean Rousseau, vice-président

# Flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009 (redressé)
<b>Activités d'exploitation</b>		
(Perte nette) Bénéfice net	(560 642) \$	491 002 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 855 348	2 154 251
Amortissement des frais d'émission	11 543	11 605
Gain à la vente de terrains	(252 222)	(310 227)
Gain à l'aliénation d'immobilisations corporelles	(420)	(800)
Virement de l'aide gouvernementale	(128 162)	(128 451)
	<u>925 445</u>	<u>2 217 380</u>
Acquisition de terrains	—	(121 628)
Produit de la vente de terrains	333 951	454 152
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation (note 16)	114 197	537 929
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<u>1 373 593</u>	<u>3 087 833</u>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 349 903)	(2 113 752)
Produit d'aliénation d'immobilisations corporelles	420	800
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<u>(1 349 483)</u>	<u>(2 112 952)</u>
<b>Activités de financement</b>		
Nouvelle dette à long terme	—	3 000 000
Remboursement de la dette à long terme	—	(4 000 000)
Frais d'émission	—	(21 000)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<u>— \$</u>	<u>(1 021 000)</u>
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	24 110	(46 119)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début</b>	<u>1 858 962</u>	<u>1 905 081</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 16)</b>	<u>1 883 072 \$</u>	<u>1 858 962 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

## 1. Constitution et mission

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, personne morale au sens du Code civil, a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q. chapitre S-16.001). Elle a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire dans une partie du territoire de la Ville de Bécancour. En vertu des lois sur l'impôt fédéral et provincial, la Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

## 2. Transfert des activités au secteur municipal

Le 30 mars dernier, lors du discours du budget 2009-2010, le gouvernement du Québec a annoncé le transfert de la Société au secteur municipal. Le gouvernement déposera d'ici la fin de l'année 2010-2011, un projet de loi qui précisera les modalités liées à ce changement important.

## 3. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société utilise prioritairement le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour pertes sur créances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### Constataion des produits

Les produits tirés des services portuaires et du service d'eau industrielle sont comptabilisés lorsque les services ont été rendus. La Société constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits tirés des servitudes sont constatés lors de l'octroi des servitudes. L'ensemble de ces produits sont constatés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord et que le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### Stock de pièces de rechange

Le stock de pièces de rechange est évalué à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du premier entré premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer le service.



## Inventaire de terrains

Les terrains en inventaire sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur nette de réalisation). Le coût est établi selon la méthode du coût moyen. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les terrains, diminué des coûts estimés nécessaires pour effectuer la vente. Les taxes municipales et scolaires ainsi que les intérêts relatifs à l'achat de ces terrains sont imputés aux opérations.

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties à compter de leur utilisation et sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire et aux taux suivants :

Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	2 1/2 % à 5 %
Installations portuaires	2 1/2 % à 20 %
Véhicules	20 %
Équipement	6 2/3 % à 10 %
Réseaux d'eau potable et d'égout	3 1/3 % à 5 %
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle	2 1/2 % et 5 %
Routes et rues	4 % et 5 %
Réseau ferroviaire	2 1/2 %
Mobilier et équipement de bureau	10 % et 20 %

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## Aide gouvernementale reportée

Les subventions pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme aide gouvernementale reportée et sont virées aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations corporelles subventionnées auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges d'exploitation sont comptabilisées à titre d'autres produits.

## Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée au régime interentreprise à prestations déterminées gouvernemental compte tenu que la Société ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## Provision pour congés de maladie

La provision pour congés de maladie est établie à l'aide d'une méthode actuarielle qui tient compte des avantages gagnés à la date de clôture. La valeur des obligations actuarielles est établie selon les hypothèses de nature économique les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

## Dettes à long terme

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

## 4. Modification de conventions comptables

### Manuel de l'ICCA pour le secteur public

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009, à la demande du gouvernement, la Société établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs.

Les conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous, ainsi que leurs impacts, le cas échéant.

### Dette à long terme

Les coûts de transactions liées à la dette à long terme apparaissent maintenant comme frais d'émission et de gestion reportés et sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de la dette à long terme alors qu'auparavant les coûts de transactions étaient pris en compte dans la détermination de la valeur comptable du passif et étaient constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Cette modification a été appliquée de façon rétroactive et a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants au 31 mars :

	2009
<b>Résultats et Excédent cumulé</b>	
Frais financiers	358 \$
Bénéfice net	(358)
<b>Bilan</b>	
Frais d'émission et de gestion reportés	60 276
Dette à long terme	69 120
Excédent cumulé antérieur à l'exercice 2009	(8 486)
Excédent cumulé de l'exercice 2009	(358)

### Provision pour congés de maladie

La valeur actuarielle de la provision pour congés de maladie est dorénavant établie en utilisant le taux moyen d'emprunt du gouvernement du Québec alors qu'auparavant la provision était établie en utilisant un taux d'intérêt sans risque. Cette modification a été appliquée de façon rétroactive sur l'exercice de 2009, mais ne peut être établie au prix d'un effort raisonnable pour les exercices antérieurs et a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants au 31 mars :

	2009
<b>Résultats et Excédent cumulé</b>	
Traitements et avantages sociaux	(5 644) \$
Bénéfice net	5 644
<b>Bilan</b>	
Provision pour congés de maladie	(5 644)
Excédent cumulé	5 644

### Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

## 5. Produits

	2010	2009
<b>Produits d'exploitation :</b>		
Services portuaires	2 607 432 \$	3 542 996 \$
Remboursements par la Ville de Bécancour de certains frais d'entretien	850 000	850 000
Service d'eau industrielle	605 815	673 317
Location d'immeubles	504 967	496 252
Virement de l'aide gouvernementale	128 162	128 451
Intérêts sur encaisse et dépôts à terme	22 779	49 917
Autres produits	21 827	14 705
Gain à l'aliénation d'immobilisations corporelles	420	800
	<u>4 741 402</u>	<u>5 756 438</u>
<b>Produits reliés à l'inventaire des terrains :</b>		
Produit de la vente de terrains	333 951	454 152
Coût des terrains vendus	81 729	143 925
	<u>252 222</u>	<u>310 227</u>
Services publics reliés à la vente de terrains	150 860	965 188
	<u>403 082</u>	<u>1 275 415</u>
	<u>5 144 484 \$</u>	<u>7 031 853 \$</u>

## 6. Charges d'exploitation par secteur d'activités, avant amortissement des immobilisations corporelles

	2010	2009 (redressé)
Administration générale	1 079 897 \$	1 258 324 \$
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle	509 807	550 069
Immeubles	360 190	433 472
Installations portuaires	356 036	487 897
Réseaux de transport	287 984	337 090
Véhicules et équipement	175 226	149 761
Réseaux d'eau potable et d'égout	90 452	180 970
	<u>2 859 592 \$</u>	<u>3 397 583 \$</u>



## 7. Frais financiers

	2010	2009 (redressé)
Intérêts sur l'emprunt bancaire	133 \$	8 911 \$
Intérêts sur la dette à long terme	930 599	920 638
Amortissement des frais d'émission et de gestion	11 543	11 605
	<u>942 275 \$</u>	<u>941 154 \$</u>

## 8. Dépot à terme

Dépôt à terme portant intérêt au taux fixe de 0,6% (2009 : taux 2,25%), échéant le 18 décembre 2012 et rachetable en tout temps sans pénalité.

## 9. Créances

	2010	2009
Clients	511 600 \$	590 869 \$
Autres	13 734	49 085
	<u>525 334 \$</u>	<u>639 954 \$</u>

## 10. Stock de pièces de rechange

Le coût du stock comptabilisé en charge au poste « Entretien et réparations » au cours de l'exercice était de 12 902 \$ (15 466 \$ en 2009).

## 11. Immobilisations corporelles

	2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains et remplissage	5 248 149 \$	— \$	5 248 149 \$	5 248 149 \$
Bâtisses, aires d'entreposage et de stationnement	3 965 118	2 707 838	1 257 280	1 369 854
Installations portuaires (1)	35 930 806	26 443 903	9 486 903	10 478 532
Véhicules et équipement	804 212	576 429	227 783	235 998
Réseaux d'eau potable et d'égout	7 402 812	5 317 805	2 085 007	2 183 518
Usine et réseau de distribution d'eau industrielle (1)(2)	12 952 667	10 195 865	2 756 802	2 575 633
Réseaux de transport :				
Routes et rues	10 832 103	8 864 744	1 967 359	1 908 051
Réseau ferroviaire	1 472 564	576 748	895 816	932 630
Mobilier et équipement de bureau	291 122	246 981	44 141	51 714
	<u>78 899 553 \$</u>	<u>54 930 313 \$</u>	<u>23 969 240 \$</u>	<u>24 984 079 \$</u>

(1) Les installations portuaires et l'usine et le réseau de distribution d'eau industrielle comprennent des montants respectifs de 115 298 \$ et 35 398 \$ (81 542 \$ et 553 901 \$ en 2009) d'immobilisations en cours de construction qui ne sont pas amortis.

(2) L'usine et le réseau de distribution d'eau industrielle comprend un montant de 99 099 \$ de pièces de rechange pour lesquelles aucun amortissement n'a été comptabilisé depuis leur acquisition, car elles ont été mises hors service pour une période prolongée.

## 12. Emprunt bancaire

La Société dispose d'une marge de crédit bancaire de 1 500 000 \$ garantie par le gouvernement du Québec, renouvelable annuellement le 31 octobre. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2010, le taux préférentiel est de 2,25% (2009 : 2,5%) et le solde de cet emprunt bancaire est nul.

## 13. Aide gouvernementale reportée - coût amorti

	2010	2009
Gouvernement du Québec	1 025 214 \$	1 076 433 \$
Gouvernement du Canada	349 734	385 202
Ville de Bécancour	720 859	762 334
	<u>2 095 807 \$</u>	<u>2 223 969 \$</u>

## 14. Dette à long terme

	2010	2009 (redressé)
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec taux effectif de 6,186%, dont le capital est remboursable en octobre 2012	10 000 000 \$	10 000 000 \$
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec taux effectif de 4,85%, dont le capital est remboursable en décembre 2015	4 000 000	4 000 000
Billet à terme du Fonds de financement du gouvernement du Québec taux effectif de 4,48%, dont le capital est remboursable en décembre 2017	3 000 000	3 000 000
	<u>17 000 000 \$</u>	<u>17 000 000 \$</u>

## 15. Engagements

### Participation aux réseaux d'eau potable et d'égout de la Ville de Bécancour

En vertu d'une entente avec la Ville de Bécancour ratifiée par le gouvernement du Québec le 11 avril 1973, la Société est autorisée à participer jusqu'en l'an 2011 au financement des réseaux d'eau potable et d'égout desservant le parc industriel et une partie de la Ville de Bécancour.

À ce titre, la Société s'est engagée à payer annuellement le service de la dette relatif à un règlement d'emprunt de la Ville de Bécancour. Au 31 mars 2010, le solde de cet engagement s'élève à 91 400 \$ (2009 : 134 200 \$). La participation (capital et intérêts) au cours de l'exercice s'élève à 47 911 \$ (2009 : 47 863 \$).

## 16. Flux de trésorerie

Les renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie s'établissent comme suit :

### Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation

	2010	2009 (redressé)
Créances	114 620 \$	657 440 \$
Stock de pièces de rechange	(6 291)	4 978
Frais payés d'avance	(6 863)	2 393
Charges à payer et frais courus	14 077	(108 546)
Intérêts courus sur la dette à long terme	(901)	(18 095)
Produits reportés	(17 218)	17 884
Provision pour congés de maladie	16 773	(18 125)
	<u>114 197 \$</u>	<u>537 929 \$</u>

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Encaisse	383 072 \$	858 962 \$
Dépôt à terme	<u>1 500 000</u>	<u>1 000 000</u>
	<u>1 883 072 \$</u>	<u>1 858 962 \$</u>

### Information supplémentaire

	2010	2009
Intérêts payés sur la dette à long terme	<u>931 500 \$</u>	<u>967 012 \$</u>

En date du 31 mars 2010, le poste « Retenues sur contrats » inclut des acquisitions d'immobilisations pour un montant de 18 825 \$ (2009 : 76 882 \$) et le poste « Charges à payer et frais courus » inclut des acquisitions d'immobilisations pour un montant de 14 878 \$ (2009 : 466 215 \$).

## 17. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 18. Avantages sociaux futurs

### Régime de retraite

Les membres du personnel de la Société participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 59 128 \$ (2009 : 59 102 \$). Les obligations de la Société envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Provision pour congés de maladie

	2010	2009 (redressé)
Solde au début	125 762 \$	143 887 \$
Charge de l'exercice	29 786	23 472
Prestations versées au cours de l'exercice	(13 013)	(41 597)
Solde à la fin	<u>142 535 \$</u>	<u>125 762 \$</u>

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

Taux de croissance de la rémunération	3,85 % et 4,35 % (2009 : 3,85 % et 4,35 %)
Taux d'actualisation	4,35 % (2009 : 4,25 %)
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	9 ans (2009 : 10 ans)

## 19. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.



## CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs de la Société sont tenus de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévus par la loi.

Une copie du Code d'éthique et de déontologie des administrateurs de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour peut être obtenue en s'adressant à nos bureaux.

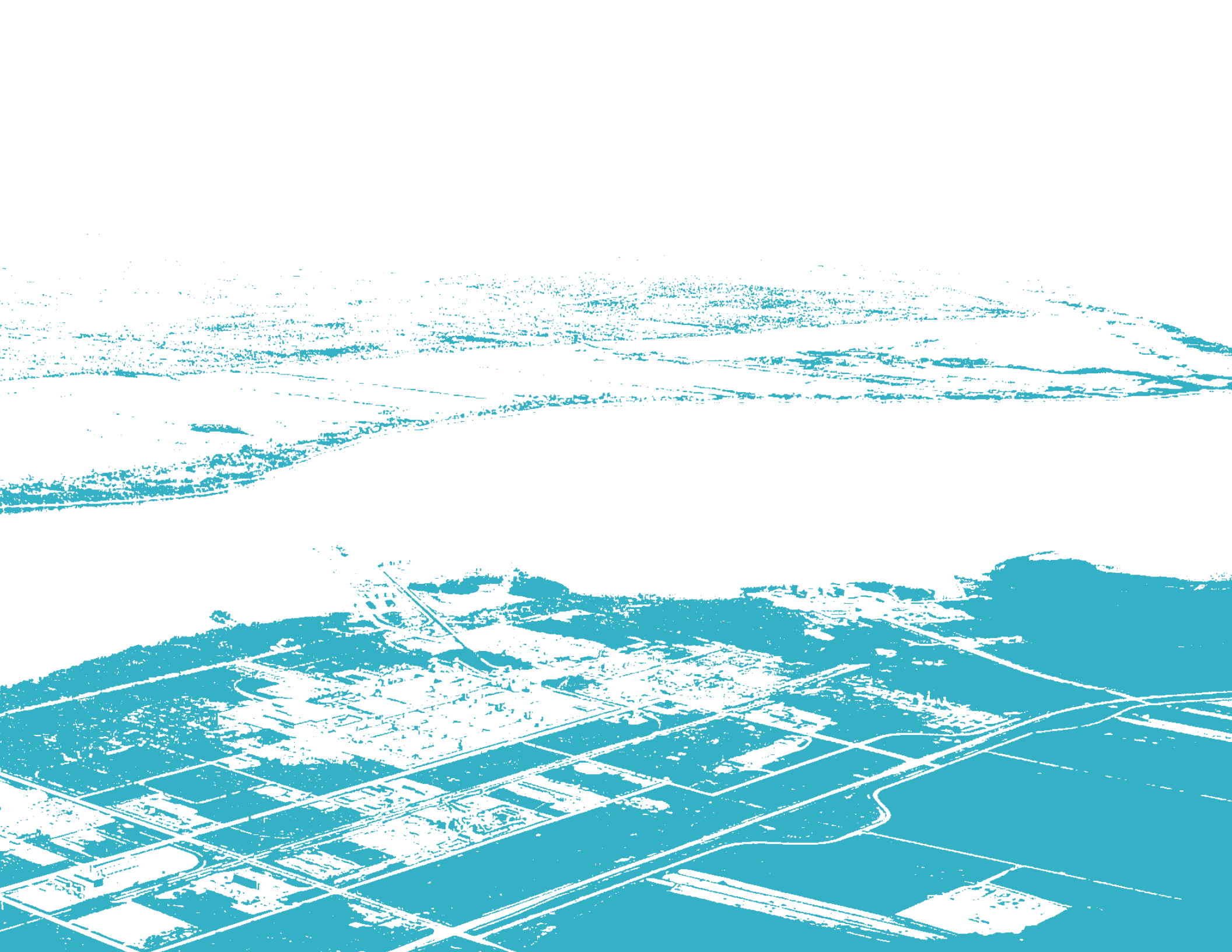
## ADJUDICATION DES CONTRATS

L'adjudication par la Société des contrats d'approvisionnement et de services est soumise à une politique formelle. Copie de cette politique peut être obtenue en s'adressant à nos bureaux.

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2010

ISBN-978-2-550-60056-5

ISSN-1183-9902



Société du parc industriel et portuaire de Bécancour  
1000, boulevard Arthur-Sicard  
Bécancour (Québec) G9H 2Z8

Téléphone : 819 294-6656  
Télécopieur : 819 294-9020  
Courriel : [spipb@spipb.com](mailto:spipb@spipb.com)  
Site internet : [www.spipb.com](http://www.spipb.com)

**Société du parc  
industriel et portuaire  
de Bécancour**

**Québec** 

